



Comptes économiques rapides de la Guadeloupe en 2024 Le tourisme dynamise l'économie en Guadeloupe

En 2024, l'économie guadeloupéenne progresse de 1,9 %, un rythme supérieur à la moyenne nationale. Le dynamisme économique est principalement porté par les dépenses touristiques. En hausse, elles deviennent le premier contributeur à la croissance. La consommation publique progresse de 1,3 % et soutient également cette embellie, notamment dans le secteur de la santé. Cependant, l'inflation persistante (+2,6 %), même si elle ralentit, et le renchérissement du crédit continuent de peser sur le pouvoir d'achat des ménages, limitant leur consommation à une progression modeste (+0,4 %). L'investissement est en berne avec une baisse en volume de 2,5 %, malgré une reprise en fin d'année. Dans ce contexte, les importations reculent (-1,1 %), contribuant à réduire le déficit commercial, tandis que l'épargne des ménages augmente.

En 2024, le Produit intérieur brut (PIB) de la Guadeloupe atteint 10,9 milliards d'euros, soit une croissance en volume de 1,9 % (figure 1). Ce rebond intervient après un repli de 1,0 % en 2023. La progression du PIB guadeloupéen se révèle plus dynamique que celle du national, (+1,2 % en volume) (figure 2).

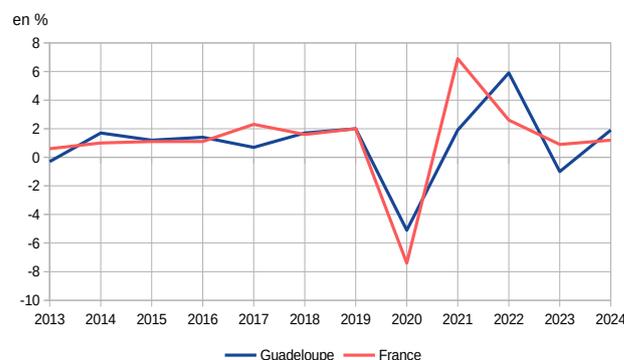
1. Le PIB et ses principales composantes (en %)

Composantes du PIB	Évolution en volume aux prix de l'année précédente	PIB (en millions d'euros courants)	Évolution des prix	Évolution en valeur	Contribution à la croissance (en points)
Produit intérieur brut	1,9	10 937	3,1	5,1	1,9
Consommation des ménages	0,4	6 367	2,6	3,0	0,2
Consommation des administrations publiques	1,3	5 146	2,3	3,7	0,6
Investissement	-2,5	1 919	0,8	-1,7	-0,5
Imports de biens et services	-1,1	4 202	0,6	-0,5	0,5
Exports de biens et services	10,6	1 564	3,7	14,7	1,4
Variations de stocks	nd	144	nd	nd	-0,3

nd : non disponible

Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

2. Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

La population moyenne en Guadeloupe est estimée à 381 100 habitants en 2024. Depuis 2014, la région perd 0,5 % de sa population en moyenne par an. Cette contraction démographique, combinée à la hausse du PIB, entraîne une progression du PIB par habitant, qui atteint 28 700 euros, soit + 2,2 % en volume par rapport à 2023. À titre de comparaison, le PIB par habitant s'élève à

29 300 euros en Martinique, 17 400 euros en Guyane et 42 600 euros au niveau national.

Les dépenses touristiques sont le moteur de la croissance

En 2024, les exportations de biens et services de la Guadeloupe progressent de 10,6 % en volume et contribuent à la croissance à hauteur de 1,4 point. Leur hausse est principalement portée par les dépenses touristiques. Cette dynamique s'explique à la fois par une augmentation du nombre de touristes (+2 %) et par la croissance de leurs dépenses. L'hébergement demeure le premier poste budgétaire, représentant 34 % du total, et enregistre une progression de 6 % en 2024. Près de six touristes sur dix paient pour un hébergement, contre un sur deux l'année précédente. La durée moyenne des séjours en hôtel progresse, passant de 3,4 nuits en 2023 à 3,6 nuits.

Les exportations de biens augmentent également (+16,4 % en valeur). Cette hausse s'explique en grande partie par la réexpédition de produits pétroliers raffinés, essentiellement à destination de la Guyane, en forte augmentation (+61,5 %). Elle représente 36,9 % des exportations en 2024. Ce bond résulte du report de trafic vers la Guadeloupe, consécutif à un arrêt technique temporaire de la raffinerie SARA en Martinique. Hors produits pétroliers raffinés, et hors services les exportations sont stables par rapport à 2023. Le secteur automobile fait toutefois exception : avec des réexpéditions en forte progression (+44,7 %), principalement vers la France hexagonale (+53,9 %).

La consommation publique repart à la hausse

Après un recul de 0,7 % l'année précédente, la consommation publique augmente de 1,3 % en volume en 2024. Elle enregistre sa plus forte progression depuis la crise du Covid en 2020. Ce rebond place la consommation publique au deuxième rang des contributeurs à la croissance guadeloupéenne, avec un apport de 0,6 point, derrière les exportations de biens et services.

Les dépenses de consommation augmentent de 1,1 % dans les secteurs des administrations et de l'éducation. Elles affichent une hausse plus marquée dans celui de la santé (+5,3 %). Cette dynamique s'explique par la progression des consommations intermédiaires (+14,4 %) et de la masse salariale (+7,1 %), en partie liée au vieillissement de la population, qui entraîne une demande accrue en soins et en personnel soignant.

L'inflation persiste

En 2024, la hausse des prix à la consommation des biens et services en Guadeloupe demeure relativement élevée. L'inflation s'établit à +2,6 % sur l'année. Elle ralentit par rapport à 2023 (+3,9 %). Au niveau national, l'inflation est moins prononcée qu'au niveau régional (+2,0 %, contre +4,9 % en 2023). Les services constituent le principal contributeur à l'inflation en Guadeloupe. Ils représentent 44 % du budget des ménages et affichent une hausse de leurs tarifs de 2,8 %. Ils contribuent ainsi à hauteur de 1,2 point à l'augmentation des prix, notamment les services

divers (0,8 point, +3,6 %), tels que les soins personnels, la protection sociale, les assurances et les services financiers.

Bien qu'elle ne représente qu'un dixième du budget des ménages, l'énergie contribue à hauteur de 0,6 point à l'inflation en raison d'une forte augmentation de ses tarifs (+6,9 % contre +3,3 % en 2023). Cette hausse est principalement due à l'augmentation significative des prix de l'électricité, décidée par l'État en lien avec les recommandations de la Commission de régulation de l'énergie (+15,5 % en moyenne en Guadeloupe, +15,7 % en France).

En revanche, la hausse des prix de l'alimentation marque un net ralentissement (+3,4 %, après +10,2 % en 2023), et les prix des produits manufacturés augmentent légèrement (+0,5 % en moyenne, après +2,9 % en 2023).

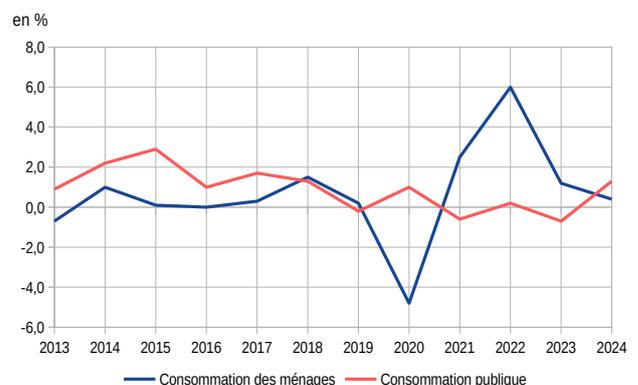
La consommation des ménages ralentit

Dans un contexte de baisse continue de la population et d'une inflation persistante en 2024, la consommation des ménages faiblit. Elle progresse en effet de 0,4 % en volume, en retrait des rythmes de croissance annuels précédents (+1,2 % en 2023 et +6,0 % en 2022). Elle ne joue ainsi plus son rôle de moteur de la croissance, à laquelle elle contribue faiblement (0,2 point).

Ce ralentissement reflète à la fois la faible progression de l'emploi salarié (+0,6 %) et les effets durables de l'inflation qui pèse sur le pouvoir d'achat et limite la capacité de consommation des ménages. Les dépenses contraintes (logement, énergie, alimentation) absorbent une part croissante du revenu disponible, réduisant les marges pour d'autres postes de dépense.

Le renchérissement du crédit à la consommation, dont le taux atteint 7,39 % au quatrième trimestre – un niveau inédit depuis vingt ans – freine également l'achat de biens durables tels que les automobiles ou l'électroménager. Dans ce contexte, les ménages privilégient l'épargne, en hausse de 1,6 point en 2024 (figure 3).

3. Évolution de la consommation des ménages et des administrations en volume (en %)



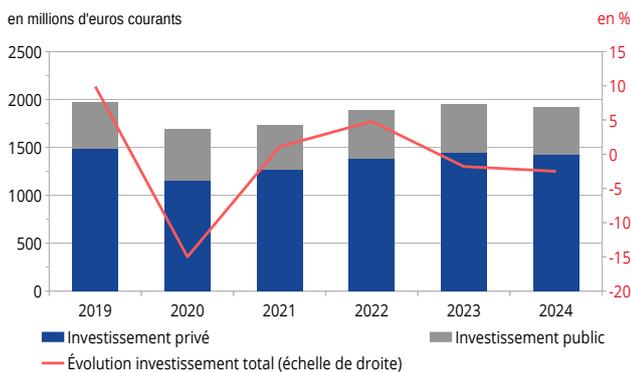
Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

L'investissement se contracte

Pénalisé par un premier semestre atone, l'investissement global diminue en volume de 2,5 % contribuant négativement à la croissance (-0,5 point). L'investissement privé, qui représente environ trois quarts du total, connaît un repli de 1,4 % en valeur, après une hausse de 4,8 % en 2023. Les investissements publics reculent également de 2,6 % en valeur. La fin du chantier du nouveau Centre hospitalier universitaire de la Guadeloupe affecte particulièrement l'activité du BTP, tandis que la demande privée ralentit fortement, avec une chute de 26,7 % des logements autorisés entre janvier et novembre 2024 (figure 4).

En fin d'année, une amorce de reprise se dessine, portée par plusieurs projets structurants : l'extension du port maritime, la rénovation de la Marina de Bas-du-Fort, le chantier Audacia Technopole Caraïbes et la mise aux normes sismiques de bâtiments d'État.

4. Montant des investissements privé et public (en millions d'euros) et évolution de l'investissement total en volume (en %)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

Les importations poursuivent leur repli

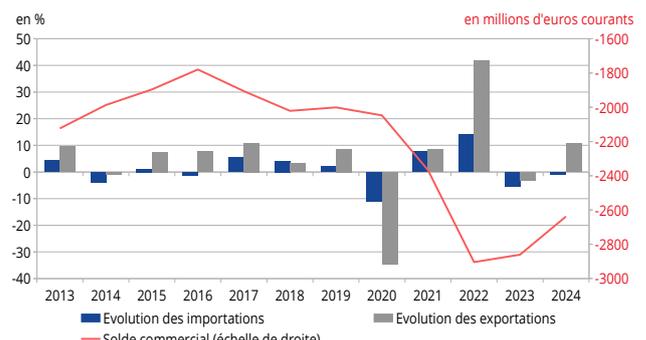
L'atonie de la consommation des ménages et le recul de l'investissement se reflètent également dans les échanges extérieurs. Après un repli de 5,6 % en 2023, les importations (définition) de biens et de services en Guadeloupe continuent de diminuer (-1,1 % en volume). Elles contribuent à hauteur de 0,5 point à la croissance régionale.

En particulier, les importations de biens de consommation durables reculent de 7,4 % en valeur, en raison notamment de la forte baisse des importations de véhicules automobiles. Les importations de biens de consommation non durables augmentent modérément (+2,7 %). Reflet de l'investissement en berne, les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires se contractent respectivement de 3,7 % et 0,7 %.

Les importations de produits pétroliers raffinés, l'un des principaux postes, demeurent stables. Hors produits pétroliers, la tendance reste orientée à la baisse.

Le déficit de la balance commerciale se réduit nettement, passant de 2 861 millions d'euros en 2023 à 2 638 millions d'euros en 2024. Structurellement déficitaire, le solde s'améliore grâce à la forte progression des exportations (figure 5).

5. Évolution des importations et des exportations en volume (en %) et solde commercial en valeur (en millions d'euros)



Sources : Insee, comptes économiques définitifs ; Cerom, Comptes rapides.

Définitions

Le **Produit intérieur brut (PIB)** mesure la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'**évolution en volume ou en « euros constants »** permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la croissance de l'économie.

L'**évolution du prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'**évolution globale** (volume et prix) fournit l'évolution du PIB en valeur.

Les **importations**, qui par définition ne sont pas produites sur le territoire, sont comptabilisées en négatif dans le calcul du PIB.

Les **dépenses touristiques** sont comptabilisées en exportations et hors billets d'avion.

Méthodologie

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produits par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Idem dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision à chaque campagne jusqu'à ce que la totalité des données de l'année soient connues.

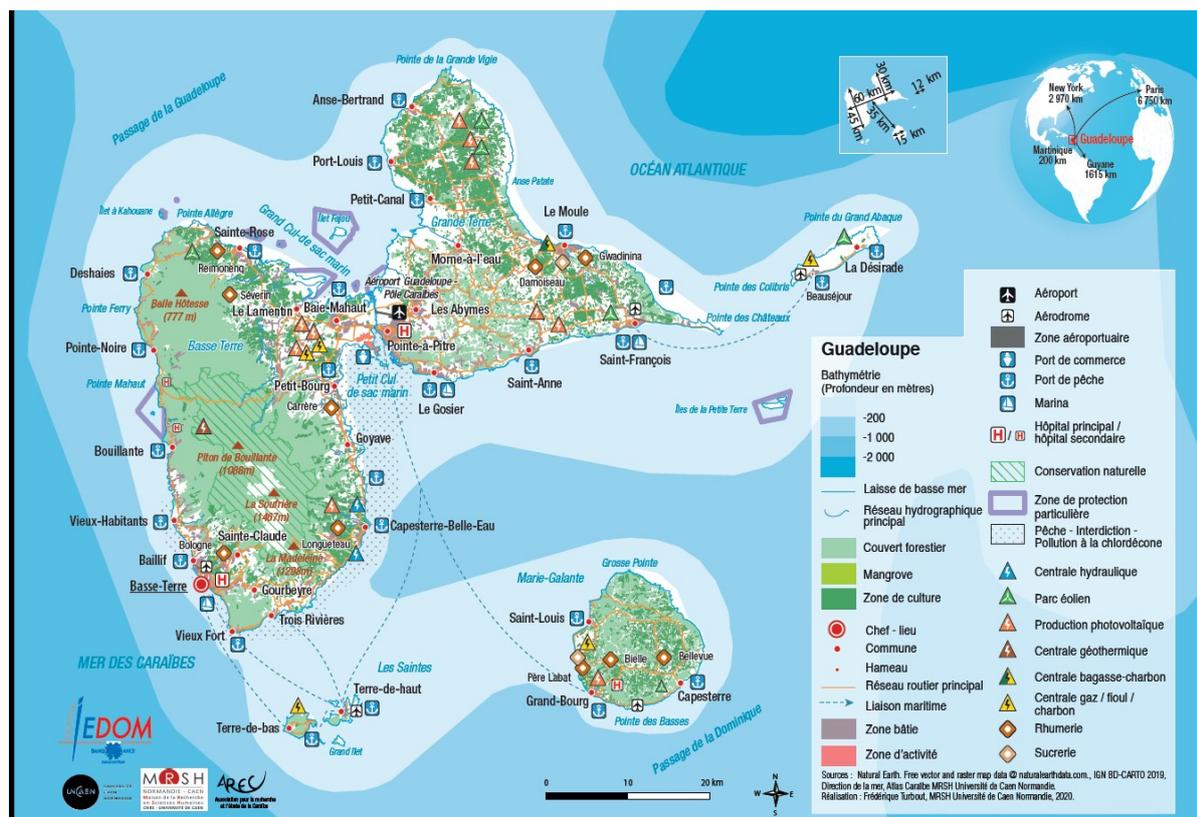
Les comptes économiques sont en « base 2020 »

Depuis 2024, les comptes économiques sont réalisés en base 2020. Les changements de base sont opérés régulièrement afin de tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie. La base 2014 intègre les modifications conceptuelles et méthodologiques introduites par la mise à jour du Système européen des comptes paru en 2010 (SEC 2010). En particulier, le champ des dépenses comptabilisées en investissements est élargi pour inclure les dépenses en recherche et développement, ainsi que les systèmes d'armes. Le trafic de stupéfiants et la production de la banque centrale sont également pris en compte. La base 2020 n'intègre pas de changement conceptuel pour les départements des Antilles-Guyane mais corrige certaines méthodes et apporte des améliorations qualitatives telles que la refonte du traitement des données comptables des entreprises.

Les indicateurs présentés sont issus de comptes régionaux annuels définitifs jusqu'en 2019, puis d'estimations issues du modèle Tablo pour les années 2020 à 2024.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie

Le modèle Tablo utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Aux Antilles-Guyane, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits. Le modèle s'appuie sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la comptabilité nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.



Partenariat

Le partenariat pour les Comptes économiques rapides pour l'Outre-mer (Cerom) réunit, depuis 2004, les Instituts d'émission (IEDOM-IEOM), l'Agence française de développement (AFD), et les instituts de statistique intervenant dans les Départements et Collectivités d'Outre-mer : l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) pour les DROM, l'ISÉE pour la Nouvelle-Calédonie et l'ISPF pour la Polynésie française. Il a pour objectifs l'élaboration des comptes rapides, la modélisation de l'évolution des économies et la publication d'analyses macro-économiques ou thématiques sur les départements et collectivités d'Outre-mer.

Pour en savoir plus

« [Les comptes économiques de la Guadeloupe](#) » consultables sur les sites du CEROM et de l'Insee.
 « [L'économie de la Guadeloupe se contracte](#) », Insee Analyses Guadeloupe n°81, septembre 2024.
 « [En 2024, l'économie guadeloupéenne fait preuve de résilience face à une inflation persistante](#) », Insee Conjoncture Guadeloupe n°34, juin 2025.
 « [Les comptes définitifs 2019 de Guadeloupe](#) », consultables sur le site de l'Insee.
 « [Rapport annuel économique de la Guadeloupe 2024](#) », consultable sur le site de l'Idom.



Directeur de la publication : Patrick Hernandez (Insee)

Rédaction en chef : Bénédicte Chanteur (Insee)

Rédacteur : Ali Benhaddouche, Laureen Kali (Insee)

Éditeur : Cerom

Achévé de rédiger en septembre 2025

Dépôt légal : septembre 2025 – ISSN 2114-0456